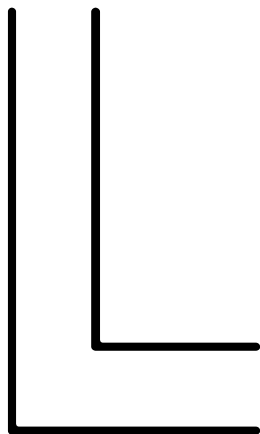


Par Lucile André

ENQUÊTE SUR LES NOUVELLES SEXUALITÉS DES JEUNES

La sexualité des ados et jeunes adultes est en train de vivre une petite révolution. À tel point qu'il est plus juste de parler de « sexualités » au pluriel : les orientations sexuelles se diversifient, le nombre de partenaires se multiplie, l'hétérosexualité est remise en cause. Quel rapport les nouvelles générations entretiennent-elles avec leurs sexualités ? Que disent ces évolutions de notre société ? Plusieurs équipes à l'Inserm tentent d'y répondre.





Nathalie Bajos :
unité 997 Inserm/
CNRS/EHESS/
Université
Sorbonne Paris
Nord, Institut
de recherche
interdisciplinaire
sur les enjeux
sociaux

**Emmanuelle
Godeau :** École
des hautes études
en santé publique,
Rennes ; unité
1295 Inserm/
Université
Toulouse III - Paul-
Sabatier, Centre
d'épidémiologie
et de recherche
en santé des
populations de
Toulouse

**Yvonne Amsellem-
Mainguy :**
Institut national
de la jeunesse
et l'éducation
populaire (Injep)

orsque la sexualité des jeunes est évoquée dans les médias, elle est souvent dépeinte de façon alarmante. « Les jeunes ne font plus l'amour », ou, à l'inverse, « ils font les choses de plus en plus tôt ». La réalité, sans doute plus complexe et nuancée, est marquée par des évolutions récentes et profondes. Sociologues, chercheurs et médecins tentent de les étudier au plus près. Et le premier constat peut étonner : non, les jeunes n'entrent pas dans la sexualité de plus en plus tôt. L'âge médian du premier rapport sexuel, c'est-à-dire celui auquel la moitié de la population a eu son premier rapport, a augmenté : en 2023, il était de 18,2 ans pour les filles et de 17,7 ans pour les garçons ; alors qu'en 2016, il était de 17,6 pour les premières et de 17 pour les seconds, selon l'étude *Contexte des sexualités en France* sortie fin 2024. Comment l'expliquer ?

Un contexte peu favorable

Selon **Nathalie Bajos**, directrice de recherche à l'Inserm qui a codirigé la recherche, les causes sont multiples. « On observe une augmentation de l'âge du premier rapport à partir de 2004, après des décennies de baisse, et pas seulement en France mais aussi aux États-Unis ou encore en Norvège et en Suède, explique-t-elle. La crise économique de 2008 a retardé le départ des jeunes de leur foyer ainsi que leur autonomie financière et sociale, ce qui a pu repousser leur entrée dans une vie affective et sexuelle avec un partenaire. » Plus récemment, le mouvement #MeToo, qui a libéré la parole des victimes de violences sexuelles, a modifié la manière d'envisager le consentement et a favorisé le report du premier rapport, souvent non

souhaité par les jeunes filles au moment où il survient. Enfin, la pandémie de Covid-19 et les confinements successifs de 2020 et 2021 ont rendu plus difficiles les rencontres, et participé à une dégradation de leur santé mentale, « ce qui a aussi pu contribuer à décaler l'âge du premier rapport », complète la sociologue.

Autre évolution, les collégiens sont plus nombreux à déclarer avoir déjà été amoureux, une proportion qui a nettement augmenté depuis 2018, d'après les données de l'enquête EnCLASS réalisée auprès de 10 000 adolescents. Pour l'enseignante-chercheuse à Rennes et investigatrice de l'étude **Emmanuelle Godeau**, « cela s'explique principalement par le fait que les ados se sentent davantage autorisés à dire qu'ils sont attirés par des camarades de même sexe ». Cette libération de la parole sur les orientations sexuelles se vérifie également chez les jeunes adultes.

Les normes hétéros remises en cause

C'est d'ailleurs l'un des principaux résultats de l'Enquête sur la vie affective des jeunes adultes (Envie) menée par l'Institut national d'études démographiques sur plus de 10 000 personnes âgées de 18 à 29 ans entre

▼ 19 % des jeunes femmes appartiennent aux minorités sexuelles.



Inserm - ANRS MIE. *Enquête Contexte des sexualités en France (CSF) 2023*, 13 novembre 2024

M. Bergström (dir.). *La sexualité qui vient. Jeunesse et relations intimes après #MeToo*. La Découverte, 2025

Inserm. *Enquête nationale en collèges et en lycées chez les adolescents sur la santé et les substances (EnCLASS)*,

Ined. *Enquête sur la vie affective des jeunes adultes (Envie)*, 2023

© BullRun / Adobe Stock



◀ La Marche des fiertés, aussi appelée *Pride*, est une manifestation annuelle pour l'expression de revendications politiques et de visibilité des minorités sexuelles.

© Carole Schmitt / Hans Lucas

« Les minorités sexuelles – aussi appelées *queer* – bénéficient d'une visibilité inédite dans notre société »

Queer. Mot anglais signifiant « étrange » revendiqué par les personnes qui ne souhaitent pas se définir par les catégories traditionnelles de genre et d'orientations sexuelles

2022 et 2023. Dans cette étude, 81 % des femmes et 92 % des hommes se déclarent hétérosexuels. « *Mais c'est ce qui se passe dans les marges qui est en train de bouger* », relève la sociologue **Yaëlle Amsellem-Mainguy**. Ainsi 10 % des femmes et 3 % des hommes se décrivent bisexuels, 3 % des femmes et 2 % des hommes s'estiment homosexuels, et 5 % des femmes et 1 % des hommes se considèrent pansexuels. Ces résultats manifestent une plus grande diversité dans la manière de s'identifier sexuellement, avec l'émergence de termes comme la « pansexualité », qui désigne le fait d'être attiré par un individu de n'importe quel sexe ou genre. « *Les minorités sexuelles – aussi appelées **queer** – bénéficient d'une visibilité inédite dans notre société* », souligne la sociologue. Les normes évoluent également chez les hétérosexuels, pour qui les rapports vaginaux pénétratifs sont remis en cause et ne sont plus forcément au centre des relations sexuelles.

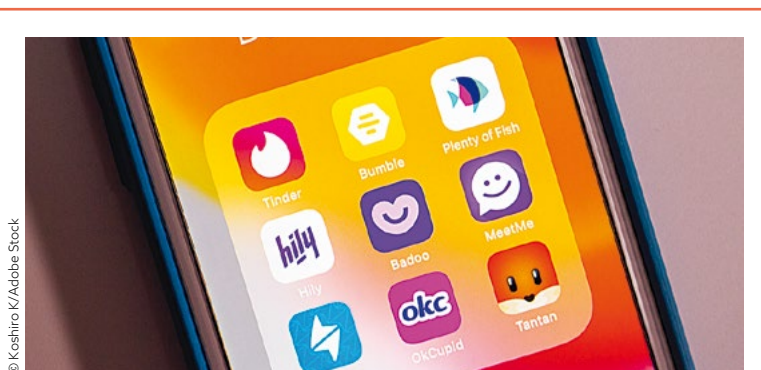
Plus de partenaires...

Et si les jeunes se veulent plus fluides dans la manière de s'identifier, ils expérimentent aussi davantage d'histoires plus ou moins sérieuses. *Sex friend*, « plan cul », *crush*, *date*... Pour nommer leurs relations intimes, ils n'emploient pas moins de... 300 mots ! « *Le couple n'est*

plus le modèle unique, et ces nombreux termes offrent une légitimité à plein d'autres formes de relations », reconnaît Yaëlle Amsellem-Mainguy. L'élargissement des façons de relationner est directement corrélé au fait que le nombre de partenaires sexuels dans la vie a augmenté chez les adultes de 18 à 69 ans : près de 8 chez les femmes – un chiffre qui a doublé en trente ans – et près de 16 chez les hommes – contre 11 auparavant. Bien sûr, ces chiffres sont déclaratifs, mais ils correspondent à une tendance générale. Les jeunes notamment expérimentent diverses formes d'histoires affectives et sexuelles, sans que cela ne soit qualifié de « couple ». Parmi les grandes évolutions, les chercheurs notent également que la sphère numérique est devenue une réelle extension de la sexualité. L'envoi de photos mettant en scène sa nudité ou des positions sexuelles, appelées *nudes*, est devenue une pratique courante : près de 40 % des 15-21 ans en ont déjà envoyé à un partenaire.

... et une fluidité de genre

D'autre part, la diversité dans la sexualité se retrouve jusque dans la manière de s'identifier à un genre. Le genre, que l'on peut définir comme une construction



© Koshiro K/Adobe Stock

LES APPLIS ONT-ELLES RÉVOLUTIONNÉ LA MANIÈRE DE SE RENCONTRER ?

Tinder, Bumble, Adopte... Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les applications ne sont pas le premier endroit où se rencontrent les jeunes. Chez les 18-29 ans, les couples se forment avant tout sur leur lieu d'étude puis dans les lieux publics (rue, commerces, cafés,

bars, boîtes de nuit, concerts, transports...). Les applications n'arrivent qu'en troisième position. Mais lorsqu'elles sont utilisées pour trouver un ou une partenaire d'un soir, elles remontent à la deuxième position et représentent plus d'une rencontre sur cinq.



▲ La fluidité de genre se traduit par une navigation entre les genres masculin et féminin.

sociale pour classer une personne comme femme, homme ou non binaire, est davantage remis en cause. Ainsi, 24 % des 18-29 ans se sont déjà posé des questions sur leur féminité ou leur masculinité. Selon **Aurélie Bourmaud**, enseignante-chercheuse à Paris et spécialiste de la question, « *l'adolescence est un moment d'exploration où l'on conteste la société et l'autorité. C'est parce que la société incite à respecter des normes hétérosexuelles, cisgenres et patriarcales que les adolescents vont vouloir aller à contre-courant, mais aussi parce que la société les autorise à s'y opposer, ce qui n'a pas toujours été le cas.* » La jeunesse a donc investi la sexualité comme un champ d'exploration et de remise en cause des normes établies. « *À l'heure où les libertés individuelles sont réduites et où les perspectives d'emploi, le contexte géopolitique et la crise écologique empêchent les jeunes de s'émanciper, la sexualité est au contraire permissive et plurielle, et leur permet de dépasser beaucoup de frontières* », analyse la chercheuse. En France, l'ouverture au mariage pour les personnes de même sexe en 2013 en concomitance avec l'évolution du féminisme a contribué au développement des questionnements autour de l'orientation sexuelle et du genre. Ainsi, les personnes transgenres – qui s'identifient avec un genre différent de celui qu'on leur a assigné à la naissance – et les personnes non binaires – qui se reconnaissent ni homme ni femme, ou une combinaison des deux – représenteraient 2 % des 18-29 ans. Mais pour Aurélie Bourmaud, il

« L'adolescence est un moment d'exploration où l'on conteste la société et l'autorité »

Cisgenre.

Personne dont l'identité de genre correspond au genre assigné à la naissance

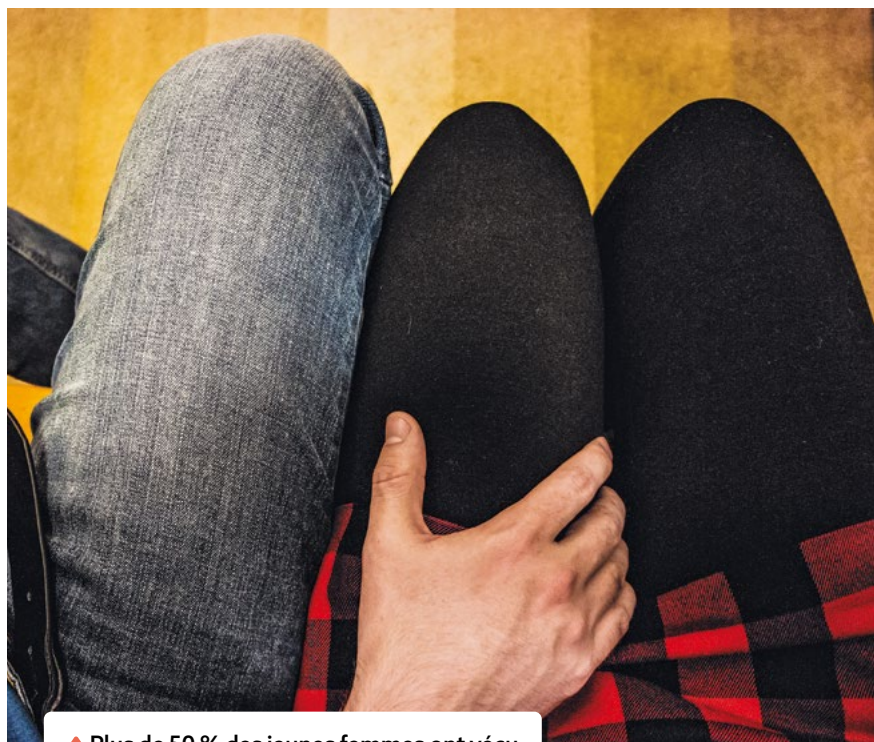
est indispensable de différencier ces deux catégories de population : « *Les personnes qui ont un genre fluide ou qui ne se considèrent ni homme ni femme sont en fait en réaction vis-à-vis des normes imposées par la société, à savoir, de manière caricaturale : "si tu es une femme tu dois te maquiller, si tu es un homme tu dois faire de la musculation". C'est très différent des personnes transgenres, qui sont nées dans un sexe biologique qui ne correspond pas au genre dans lequel elles ont leur identité, estime la chercheuse. Cette incongruence entre le sexe biologique assigné à la naissance et ce que sont ces personnes entraîne une détresse et une souffrance tout au long de leur vie passée dans ce sexe non reconnu.* » D'après la spécialiste, le nombre de personnes transgenres dans le monde est d'environ 0,6 % et ce chiffre est constant. « *C'est un phénomène qui a toujours existé, et qui n'est en aucun cas généré par un mouvement politique, appuie-t-elle. La transidentité est transculturelle et intemporelle : il existe des nations, avec des cultures très différentes, où elle a toujours été acceptée et rendue visible, comme la Thaïlande ou l'Iran.* »

Si les premiers indicateurs offrent un tableau assez positif de la sexualité des jeunes avec une libération des pratiques et de la parole vers plus de tolérance et d'épanouissement, les violences restent, elles, encore très courantes. Elles peuvent être physiques (tirer les cheveux, se bousculer, frapper ou brûler l'autre, étrangler, tenter d'imposer ou imposer un acte sexuel...), psychologiques (insultes, chantage, manipulation, humiliation, ignorance, emprise, harcèlement...), et numériques (envoi ou partage de photos sexuelles sans consentement, messages sexuels non désirés, cyberharcèlement...).

Des violences toujours très présentes

Il existe assez peu de données sur l'occurrence des violences subies et perpétrées par les adolescents. C'est pourquoi fin 2023, la chercheuse en santé publique à l'Inserm **Fabienne El-Khoury** a lancé une étude pré-

© Lea Digszammal/Adobe Stock



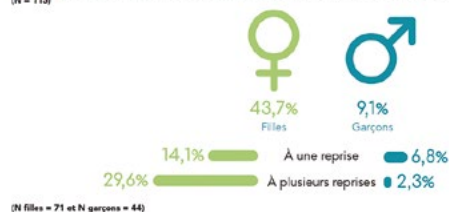
▲ Plus de 50 % des jeunes femmes ont vécu une agression sexuelle dans leur vie.

7 Violences sexuelles

1. VIOLENCES SEXUELLES SUBIES

Avez-vous déjà eu un acte sexuel, sans en avoir envie ?

30,4% des répondant.e.s rapportent avoir déjà eu une expérience sexuelle sans en avoir envie. (N = 115)

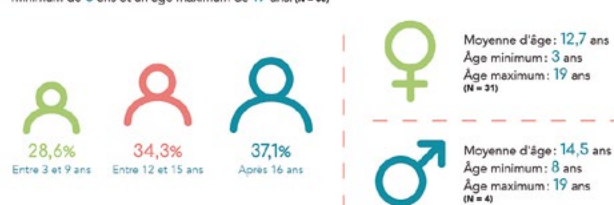


Dans quelle(s) circonstance(s) cela s'est passé ?



Quel âge aviez-vous lors de cet (ces) acte(s) (ou la première fois que cet (ces) acte(s) s'est (se sont) passé(s)) ?

L'âge moyen des premières violences sexuelles rapporté par les répondant.e.s est de 12,9 ans, avec un âge minimum de 3 ans et un âge maximum de 19 ans. (N = 35)



▲ Extrait de l'enquête épidémiologique **Vie affective et violences sexuelles à l'adolescence (Vavisa)** 2024

liminaire fondée sur un questionnaire auprès d'une centaine de jeunes âgés de 15 à 21 ans en Île-de-France. Près de 60 % des répondants ont déjà reçu au moins une fois dans leur vie une photo ou vidéo à caractère sexuel sans l'avoir souhaité et 25 % ont déjà subi des insultes à caractère sexuel. Près d'un tiers des filles ont déclaré avoir eu un rapport sexuel qu'elles ne souhaitaient pas, soit parce que leur partenaire a insisté, soit parce qu'elles se sentaient obligées de se conformer au « script sexuel » : un scénario social appris qui nous indique comment une relation sexuelle est censée se dérouler, souvent construit autour du désir masculin. « C'est tout l'enjeu de ne plus parler seulement de consentement mais aussi de désir réciproque », alerte la chercheuse. Un constat partagé par Nathalie Bajos et son équipe lors de leur enquête sur la sexualité des Français réalisée en 2024 : « Plus d'une jeune femme sur trois déclare avoir été confrontée à ce qui relève d'un crime, à savoir un rapport forcé ou une tentative de rapport forcé. » « Le but de nos recherches est de mieux caractériser la fréquence, la nature, le contexte et l'âge des premières violences subies, incluant la prostitution en ligne et physique », détaille Fabienne El-Khoury. Pour l'heure, ces premiers résultats sont issus d'un nombre trop faible de répondants pour être considérés comme représentatifs de la

Auréli Bourmaud : unité 1123 Inserm/ Université Paris-Cité, Évaluation et recherche en services et politiques en santé pour les populations vulnérables

Fabienne El-Khoury : unité 1136 Inserm/ Sorbonne université, Institut Pierre-Louis d'épidémiologie et de santé publique

A.-R. Flores et al. How many adults identify as transgender in the United States ? The Williams Institute, 2016

Association CVM, AP-HP, Sorbonne Université, Inserm. Vie affective et violences sexuelles à l'adolescence (Vavisa), 2024

CONNAÎT-ON UNE HAUSSE DES VIOLENCES OU DES DÉCLARATIONS ?

Probablement les deux. D'une part, le seuil de tolérance des violences s'est beaucoup abaissé. Des situations considérées comme banales auparavant sont désormais reconnues comme violentes. De même, la définition de ce qu'est la violence s'est élargie à la sphère psychologique et morale ainsi qu'à la sphère numérique. De nouveaux termes sont apparus pour désigner certaines situations, comme le « contrôle coercitif », qui désigne un ensemble

d'actes pour contrôler l'autre à travers la surveillance, l'isolement, l'intimidation... Cette prise de conscience collective et la libération de la parole des victimes bénéficient d'une médiatisation inédite, notamment à travers les réseaux sociaux. En parallèle, les situations à risques semblent être plus fréquentes du fait d'un espace des possibles sexuels qui s'élargit et d'un plus grand nombre de partenaires sexuels au cours d'une vie.

troubles alimentaires et parfois jusqu'à des idées suicidaires chez ceux qui les subissent. »

Toute la difficulté de cerner la nature des violences dans cette population réside dans le fait qu'il s'agit de données déclaratives, et non objectivables. Même si la parole se libère, toutes les victimes et les auteurs ne reconnaissent pas forcément ce qu'il s'est passé. C'est pourquoi la chercheuse et son équipe ont adapté les questions de sorte qu'elles soient les plus accessibles possible. Au lieu de demander : « Avez-vous déjà subi des violences sexuelles ? », la question est tournée comme telle : « Avez-vous déjà subi un acte sexuel non désiré ? » « En effet, certains jeunes n'ont pas la bonne définition de ce qu'est une violence sexuelle, et peuvent répondre "non" à une question lorsqu'ils n'ont pas conscience du caractère violent d'un acte », précise la chercheuse.

L'adolescence, une période à risques

L'une des spécificités des violences entre partenaires intimes chez les jeunes réside dans le fait que les dynamiques sont différentes. « Chez les adultes on parle de "terrorisme intime", qui désigne des violences sévères, unidirectionnelles et perpétrées par les hommes dans l'immense majo-

P. Tomaszewska, I. Schuster. *New Dir Child Adoles.*, 1^{er} novembre 2021

C. Cherrier et al. *Rapport final de l'expérimentation d'un programme de prévention des violences dans les relations amoureuses « Sortir Ensemble & Se Respecter »* auprès d'une population de jeunes de 13-25 ans en région Centre-Val de Loire. Université de Tours, Fraps Centre-Val de Loire, Université d'Angers, 2023

Robert Courtois :

Université de Tours ; CRIAVS du Centre-Val de Loire (CHRU de Tours)

population globale, mais l'étude sera étendue à des milliers de jeunes en 2026. Ces futures données pourront servir de base sur laquelle les politiques publiques de prévention et de protection des enfants pourront s'appuyer. Car, comme le rappelle le psychiatre et chercheur en psychologie **Robert Courtois**, « les violences entraînent de graves conséquences psychologiques telles qu'une mauvaise estime de soi, des troubles anxieux et dépressifs, un possible état de stress post-traumatique, des

► La violence perpétrée et subie dans les relations amoureuses à l'adolescence peut être source de grande détresse.



© Drazen/Adobe Stock

rité des cas. Ce qu'il faut comprendre, c'est que chez les ados, la victime peut aussi être auteur et cela concerne aussi bien les filles que les garçons, éclaire **Chloé Cherrier**, chercheuse en psychologie à Tours. On parle plutôt ici de violences situationnelles, liées à un contexte donné. » Et leur fréquence est très importante : 95 % des Européens de moins de 20 ans ont été au moins une fois victime ou auteur de violences dans l'année écoulée. Comment expliquer ce chiffre si élevé ? Pour la chercheuse, l'adolescence est une période développementale où des réactions violentes peuvent survenir puisque « les ados apprennent à se connaître et ne savent pas encore tout à fait réagir aux situations qui les mettent en difficulté ». Les insultes et le chantage sont banalisés, et souvent difficiles à repérer. La spécialiste poursuit : « Le pic des violences est atteint aux alentours de 18-20 ans, puis avec le développement, ces dernières peuvent diminuer – même si certains individus resteront violents à l'âge adulte. » C'est dans ce contexte que la chercheuse coordonne avec la Fédération régionale des acteurs en promotion de la santé (Fraps) un programme de prévention des violences qui a été testé sur plus de deux cents jeunes de 13 à 25 ans dans cinq structures du Centre-Val de Loire, appelé As de cœur : amitié, amour et sexualité sans violences. L'objectif ? Identifier et prévenir les comportements violents dans les relations amoureuses. « Durant cinq séances de deux heures, on travaille avec eux sur les représentations des violences, les stéréotypes de genre, on leur apprend à reconnaître les signaux d'alarme et à mobiliser des compétences psychosociales comme la gestion de ses émotions, la communication et la résolution des conflits », développe-t-elle. Le programme est actuellement déployé dans d'autres régions en France. En outre, le dernier rapport gouvernemental sur le sexisme en France souligne que les stéréotypes de genre restent particulièrement ancrés chez les jeunes, constituant un terrain propice aux violences.

Le net inquiète

« De surcroît, il y a encore beaucoup de zones d'ombre sur les violences perpétrées en ligne », s'alarme Fabienne El-Khoury. Le *revenge porn*, qui consiste à publier des photos ou vidéos sexuelles de son ex-partenaire sur les réseaux sociaux pour l'humilier, fait partie de ces nouvelles formes de violences numériques. L'intelligence artificielle a d'ailleurs contribué à un nouveau phénomène : la création de fausses images sexuelles qui mettent en scène le vrai visage d'une personne, appelées *deepfakes*. On estime que plus de 90 % des

« Les ados apprennent à se connaître et ne savent pas encore tout à fait réagir aux situations qui les mettent en difficulté »

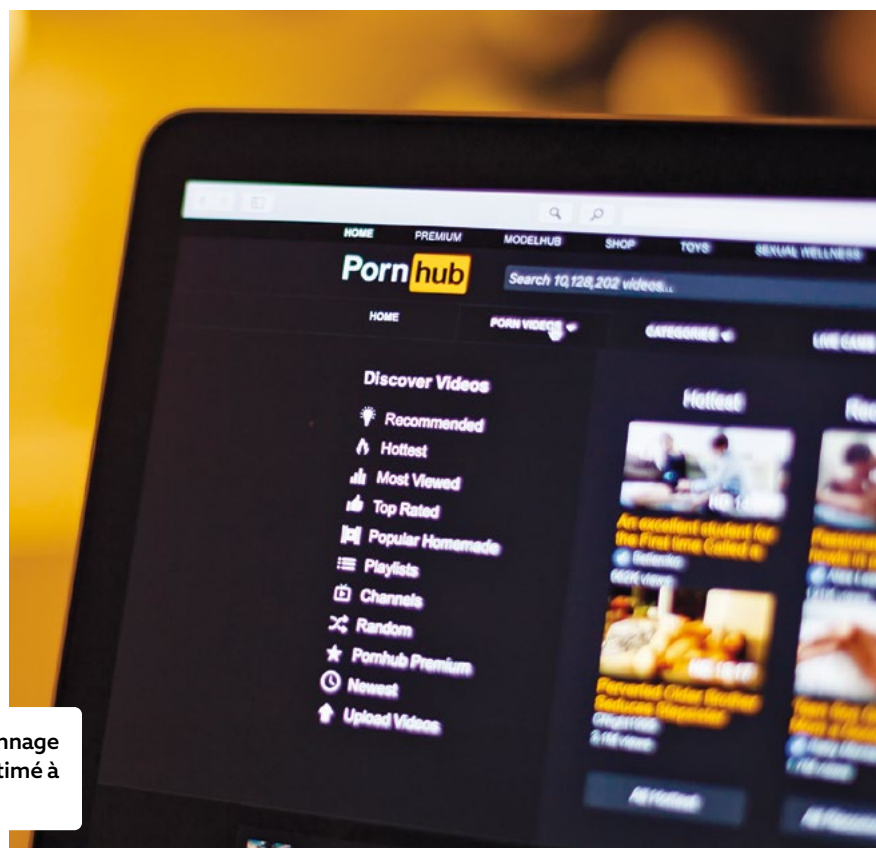
deepfakes générés se rapportent à du contenu montrant la nudité ou des activités sexuelles explicites et que la grande majorité concernent des filles et des femmes, selon un rapport sur la cyberviolence paru en 2024. De fait, plus d'une femme de 18 à 34 ans sur deux a déjà été victime de malveillance fondée sur son image.

Autre inquiétude, la montée du courant masculiniste, un mouvement qui prône la haine des femmes en réaction aux avancées féministes, sur fond d'idéologie d'extrême droite. Son mode de diffusion s'appuie très largement sur les réseaux sociaux que les ados utilisent

Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. *Rapport sur l'état du sexisme en France. À l'heure de la polarisation*, 20 janvier 2025

Lobby européen des femmes. *Rapport sur la cyberviolence contre les femmes: résumé analytique et recommandations*, septembre 2024

Chloé Cherrier :
unité de recherche
1901 Université
de Tours, Qualité
de vie et santé
psychologique



► L'âge du premier visionnage de pornographie est estimé à 14 ans.



© JC Milhet/Hans Lucas

▲ Les associations de lutte contre le VIH jouent un rôle essentiel depuis le début de l'épidémie de sida. Ici, un stand de sensibilisation aux maladies sexuellement transmissibles tenu par l'association Aides, qui mène des actions d'information, de prévention, de soutien et de mobilisation.

de plus en plus tôt. Pour la première fois en France, un projet d'attentat masculiniste a été déjoué en juin dernier. L'adolescent de 18 ans arrêté dans la région de Saint-Étienne est soupçonné d'avoir projeté d'attaquer des femmes au couteau. Un courant idéologiste préoccupant pour l'ensemble de la société, conçoit le chercheur Robert Courtois : « *Le risque de ce mouvement est de provoquer une diminution globale des droits des femmes et la banalisation des violences à leur égard. Parallèlement, les injonctions des normes de "masculinité hégémonique" représentent aussi une forme de contraintes faites aux hommes quant aux rôles qu'on attend d'eux, les exposant à plus de souffrance en cas de vécu d'échec face à ces attentes.* »

Ifop. Les Français(es) et la pornographie à l'heure de la restriction des conditions d'accès aux sites X, 2023

C.-M. Leon et al. Behav Sci., 2025

Santé publique France. Bulletin. Surveillance du VIH et des IST bactériennes en France en 2023, 11 octobre 2024

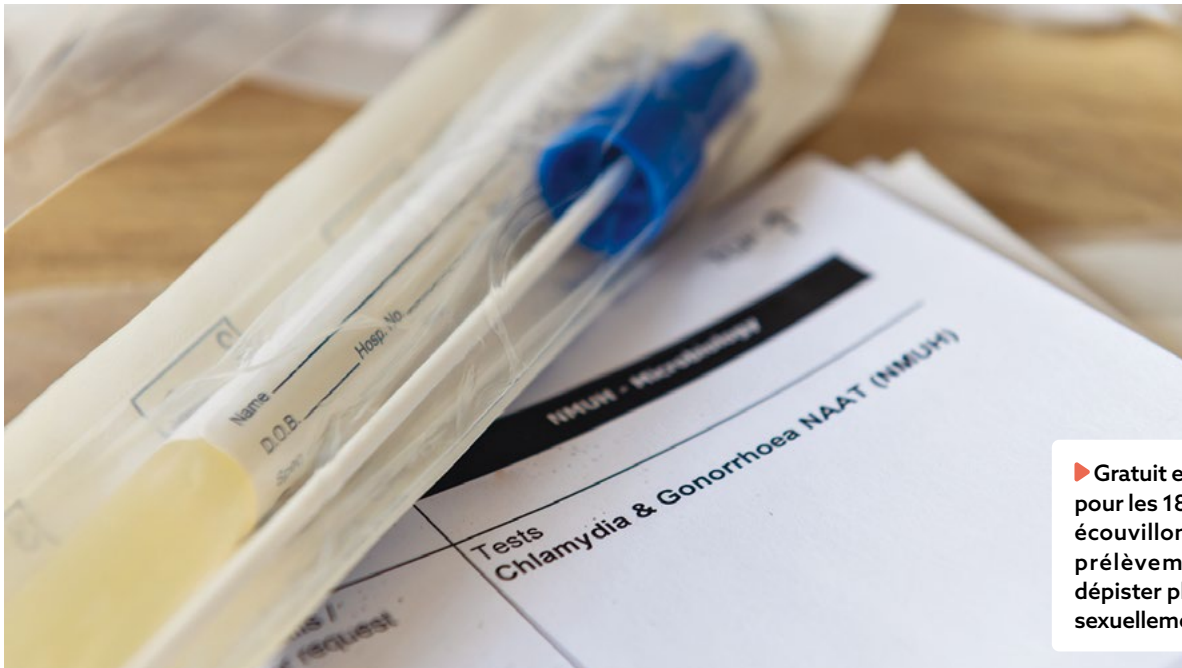
Ifop. Les jeunes, l'information et la prévention du VIH : les idées reçues et les fausses informations perdurent, 2023

Enfin, les adolescents, et particulièrement les garçons, sont exposés très tôt aux images pornographiques : l'âge de leur premier visionnage est estimé à 14 ans environ, alors qu'en France la pornographie est interdite aux mineurs. Selon une étude espagnole sortie en début d'année, plus les garçons s'exposent régulièrement à la pornographie, plus ils ont de risques de réitérer ce qu'ils voient et de l'intégrer comme une norme sexuelle.

Ces risques d'exposition aux violences en ligne montrent à quel point il est important d'être vigilants sur l'usage des réseaux sociaux chez des populations jeunes encore en construction, et donc plus vulnérables.

Une hausse des contaminations au VIH

Les violences très marquées chez les jeunes s'accompagnent aussi d'une dégradation de leur santé sexuelle. Dans le domaine, ces derniers ont perdu certains bons réflexes. Le port du préservatif a diminué de façon alarmante. Seul environ un sur deux l'a



► **Gratuit et sans ordonnance pour les 18-25 ans, un simple écouvillon, utilisé en auto-prélèvement, permet de dépister plusieurs infections sexuellement transmissibles.**

« Le nombre d'adolescents protégés lors d'un rapport est plus élevé en France que dans le reste de l'Europe, mais ils sont encore trop nombreux à ne pas le faire »

utilisé lors de son premier rapport sexuel avec une personne rencontrée dans les douze derniers mois. Conséquence, les infections sexuellement transmissibles ont connu un bond entre 2021 et 2023 : +59 % de cas de gonorrhées chez les hommes et +46 % chez les femmes, d'après Santé publique France. Plus inquiétant encore, les contaminations au VIH augmentent dans cette population. Les moins de 25 ans représentent désormais 15 % des 5 000 nouvelles contaminations par an. En 2019, ils étaient près de 13 %. Or, les traitements qui existent permettent seulement de contrôler l'infection mais pas d'éradiquer le virus, car celui-ci se constitue un réservoir caché dans les cellules de l'organisme, que les médicaments ne peuvent pas atteindre. Et de la même manière que chez les adultes, « *on ne sait pas éradiquer le réservoir viral établi une fois la personne infectée* », énonce **Morgane Bomsel**, chercheuse au CNRS.

De fait, cette hausse des contaminations s'accompagne d'une mauvaise connaissance des maladies sexuellement transmissibles. D'après un sondage

Morgane Bomsel : unité 1016 Inserm/ CNRS/Université Paris-Cité, Institut Cochin

Ifop réalisé pour le Sidaction, 18 % des jeunes sont convaincus que la prise d'un comprimé de paracétamol empêche la transmission du VIH ! Et, lorsque l'on questionne les collégiens sur la contraception qu'ils ont utilisée lors de leur dernier rapport sexuel, ils sont un sur dix à répondre « *je ne sais pas* », d'après l'étude EnCLASS. « *Le nombre d'adolescents protégés lors d'un rapport est plus élevé en France que dans le reste de l'Europe, mais ils sont encore trop nombreux à ne pas le faire* », admet la responsable de l'enquête Emmanuelle Godeau. Pourtant, tous les moins de 26 ans peuvent se procurer des préservatifs gratuitement dans toutes les pharmacies depuis le 1^{er} janvier 2023. Et depuis juillet 2025, l'Assurance maladie offre aux 18-25 ans un dépistage gratuit des infections à chlamydia et à gonocoque, à l'aide d'un kit d'auto-prélèvement réalisable à domicile. Les infections bactériennes sexuellement transmissibles représentent un réel enjeu de santé publique du fait des risques qu'elles font courir aux personnes contaminées, comme l'infertilité ou les grossesses extra-utérines, ainsi qu'un risque de contamination pour les partenaires.

Une vaccination insuffisante

Autre risque préoccupant, l'infection aux papillomavirus humains, appelés HPV. Ces virus très contagieux sont transmis lors de rapports sexuels même protégés par un préservatif. Problème : certaines souches peuvent être à l'origine de cancers du col de l'utérus, mais aussi, entre autres, de la bouche, de la gorge, de l'anus et du pénis. Envi-



◀ Particules de virus HPV, l'une des infections virales les plus répandues au monde

complète. La Haute Autorité de santé recommande d'ailleurs l'élargissement du rattrapage de la vaccination à tous les jeunes jusqu'à 26 ans révolus et qui n'auraient pas été vaccinés à l'adolescence.

« Il est très important de vacciner aussi les garçons car ils peuvent transmettre le virus et sont également concernés par des cancers des organes génitaux et de la sphère ORL »

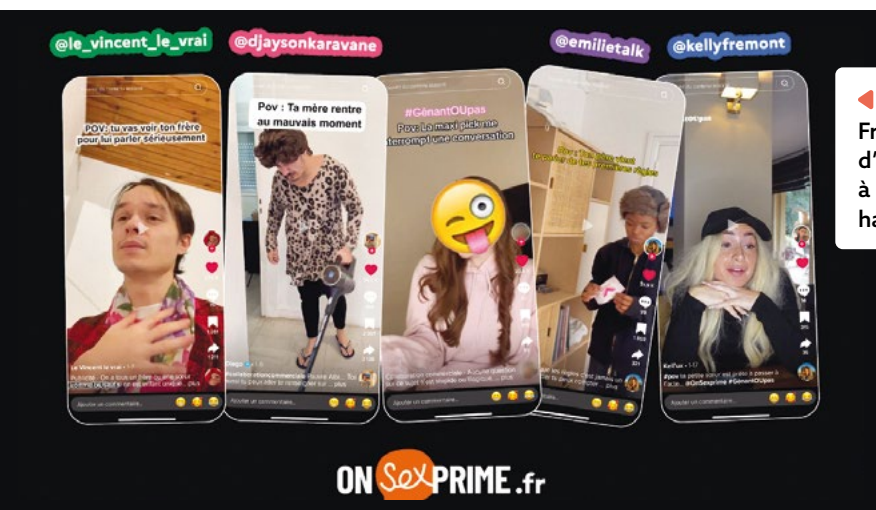
Question contraception, la pilule demeure la plus utilisée mais son recours diminue au profit du stérilet. La contraception d'urgence, parfois appelée « pilule du lendemain », est utilisée par une lycéenne sur dix, c'est deux fois plus qu'en 2018. Une évolution difficile à interpréter : « *On ne peut pas dire si c'est un indicateur positif dans le sens où les lycéennes savent quoi faire en cas d'oubli de pilule ou d'accident de préservatif, ou si c'est parce que les jeunes se protègent moins bien* », avoue Emmanuelle Godeau.

Michel Cogné : unité 1236 Inserm/EFS/Université de Rennes 1, Micro-environnement et lymphocytes B : immunopathologie différenciation cellulaire et cancer

ron 80 % des femmes et des hommes sont exposés au HPV au cours de leur vie, sans forcément avoir de symptômes. Le vaccin contre les papillomavirus protège de la plupart des souches dangereuses. Il est préconisé pour toutes les filles à partir de 11 ans et s'est étendu aux garçons depuis 2021. « *L'idéal est de vacciner avant les premières relations sexuelles, mais on peut encore tout à fait le faire après* », indique **Michel Cogné**, immunologiste à Rennes. Il est très important de vacciner aussi les garçons car ils peuvent transmettre le virus et sont également concernés par des cancers des organes génitaux et de la sphère ORL », ajoute le chercheur. Malgré la campagne de vaccination au collège, la couverture demeure insuffisante : en 2024, seuls 48 % des filles et 24 % des garçons de 16 ans ont reçu les deux doses prescrites pour une vaccination

Diversifier les sources d'infos

Le manque de connaissances des jeunes, voire la désinformation, expliquent en partie la résurgence des maladies sexuellement transmissibles chez ces derniers. Mais pour comprendre pourquoi les jeunes sont si mal renseignés, il faut d'abord s'interroger : où et comment s'informent-ils sur la sexualité ? « *Contrairement à ce que l'on pourrait penser, internet n'est pas le premier lieu où ils se renseignent sur la sexualité* », souligne Yaëlle Amsellem-Mainguy. Les 18-29 ans s'instruisent surtout auprès des personnes de leur âge et souvent du même sexe, même si les amies filles sont plus sollicitées que les amis garçons. Les professionnels de santé ou éducatifs représentent la deuxième source d'infos à travers les médecins, gynécologues, centres de planification, éducateurs spécialisés et ressources fournies par l'école. Viennent ensuite les réseaux sociaux, les films et séries, et la pornographie (cette dernière étant citée par 40 % des garçons contre



◀ Le dispositif de santé sexuelle de Santé publique France On SEXprime a pour objectif de sensibiliser, d'éduquer et d'informer les adolescents de 13 à 18 ans sur plusieurs thématiques, comme le harcèlement, la sexualité ou le corps.

© Agence Babel et Reech

plus ils sont susceptibles de parler de contraception ou de consentement avec leur partenaire. C'est dans ce contexte que le nouveau programme d'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité (Evars) est entré en vigueur de la maternelle au lycée en cette rentrée de septembre, après avoir été adopté par le Conseil supérieur de l'éducation le 30 janvier 2025. C'est la toute première fois qu'un véritable programme est élaboré pour cette éducation spécifique, avec un contenu obligatoire et universel. Un tournant majeur ?

Un programme ambitieux...

Depuis la loi du 4 juillet 2001, une éducation à la sexualité doit être dispensée dans toutes les écoles, collèges et lycées, à raison de trois séances par an. « Mais dans

20 % des filles). En dernier lieu se trouve la famille, avec les mères et les sœurs avant les pères et les frères. « *Ce qu'on trouve important de souligner, c'est que la place des professionnels est d'autant plus importante que seuls 40 % des garçons et 20 % des filles apprennent des choses par leur famille* », reprend la sociologue. Plus intéressant encore, l'enquête révèle que plus les jeunes ont de sources d'informations diversifiées (quatre sources ou plus),

Injep. Pairs et professionnels, premières sources d'information des jeunes sur la sexualité, juillet 2025

▼ Depuis la rentrée scolaire 2025, l'éducation à la vie affective et relationnelle dans les écoles maternelles et élémentaires, et l'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité dans les collèges et lycées sont devenues une discipline à part entière.



© Zynkeych / Adobe Stock

Dossier

« On s'est demandé ce que l'école pouvait et devait faire, que les autres instances dont ce n'est pas le cœur de métier, comme la famille, la justice, la police ou encore la médecine, ne pouvaient pas forcément offrir »

les faits, les séances n'ont pas lieu dans 85 % des établissements scolaires », regrette **Frank Burbage**, docteur en philosophie et membre de la Ciivise, la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants. « *Lorsqu'elles sont mises en œuvre, elles le sont surtout en lien avec les enseignements de biologie, ou prises en charge par les infirmières scolaires, avec une approche restreinte à la santé* », illustre le spécialiste. Sans programme national, les cours peuvent être très disparates d'un établissement à l'autre. Pour concevoir le programme Evars, « on s'est demandé ce que l'école pouvait et devait faire, que les autres instances dont ce n'est pas le cœur de métier, comme la famille, la justice, la police ou encore la médecine, ne pouvaient pas forcément offrir », retrace Frank Burbage, qui a copiloté le projet initial. Résultat, celui-ci dépasse largement les questions de sexualité et de violences pour aborder les relations interpersonnelles de manière générale : différencier l'amour de l'amitié, comprendre la notion de consen-

Frank Burbage :
inspection
générale de
l'Éducation, du
Sport et de la
Recherche

tement et appréhender les droits à devenir soi-même à l'intérieur d'un espace social normé par la responsabilité et le respect de chacun. « *L'avantage de ce contenu, c'est qu'il s'écarte très nettement des perspectives biologisantes et naturalisantes de la sexualité*, considère Nathalie Bajos. *Avant on ne parlait que de reproduction, maintenant, on évoque la sexualité comme une activité sociale pratiquée dans la recherche de plaisir, mais qui peut être confrontée à des enjeux de pouvoirs dont il faut avoir conscience pour mieux s'en prémunir.* » Un avis partagé par Emmanuelle Godeau, pour qui les séances permettront aux adolescents « d'apprendre à dire "non", de savoir pourquoi ils disent "oui", et d'avoir des compétences pour identifier toutes les formes de violence et de domination entre les genres. »

... mais difficile à appliquer

Concrètement, à l'école maternelle et élémentaire seront abordées les notions de respect de son corps, de celui des autres et du consentement sans aucune dimension sexuelle (par exemple « *Est-ce que je peux m'asseoir à côté de toi ?* », « *Est-ce que je peux te prendre la main ?* », « *Est-ce que je peux te prendre dans mes bras pour te consoler ?* »), ainsi que la distinction entre ce que l'on peut garder pour soi et les situations à signaler. Au collège et au lycée, la dimension de la sexualité viendra compléter celle de la vie affective et relationnelle, avec des informations relatives à la santé, aux droits, et aux comportements responsables. Trois séances par an seront dispensées, adaptées selon l'âge des élèves. Les situations particulières pourront aussi être prises en

www.education.gouv.fr/education-la-vie-affective-relationnelle-et-la-sexualite-le-programme-de-l-education-nationale-est-416537

♥ Le violentomètre est un outil simple et efficace pour sensibiliser aux violences en « mesurant » si une relation est fondée sur le consentement et comporte ou non des violences.



© Centre Hubertine Auclet

SEM
SUCCESS. ÉQUALITÉ. MIXITÉ.



▲ En maternelle et en primaire, le programme Evars aborde essentiellement le respect du corps et le consentement, sans aucune dimension sexuelle.

© Zynkeych/Adobe Stock

compte. Car d'un établissement à l'autre, des problématiques variées peuvent émerger. **Delphine Giraud**, sage-femme qui intervient régulièrement dans plusieurs lycées parisiens, témoigne : « Nous avons eu par exemple des élèves qui ont subi la diffusion d'une vidéo sexuelle les concernant. Dans ce genre de cas, nous recevons la victime pour l'accompagner, et nous pouvons réaliser une intervention collective dans la classe impliquée, pour l'ensemble des élèves dont certains peuvent être touchés par la situation, même s'ils ne sont ni victime ni auteur des faits. » Les séances d'Evars se veulent donc ajustables au contexte de l'établissement. Pour la sage-femme, elles sont indispensables, car « si en tant qu'adultes on ne leur parle pas de la vie affective et sexuelle, ils vont aller chercher les infos au mauvais endroit ». Sur le terrain, elle constate d'ailleurs beaucoup de désinformation et d'idées reçues. En tant qu'animatrice, l'objectif est donc d'informer et d'amener les jeunes à réfléchir à ce sujet sans leur apporter de réponses toutes faites. Mais pour fournir des séances de qualité et adaptées aux besoins, encore faut-il être formé. « Le contenu du programme est très riche, mais il faut savoir comment le délivrer, car dans la méthode, on peut être complètement à côté de la plaque, s'inquiète une conseillère principale d'éducation (CPE)

d'un lycée du 13^e arrondissement de Paris. « Parfois les adolescents posent des questions volontairement provocatrices : afin de ne pas être destabilisé et permettre des échanges constructifs, mieux vaut donc être formé aux techniques d'animation pour y répondre », confirme la sage-femme. Autre problème, le manque de temps. « Nous devons jongler entre les programmes à boucler, les bacs blancs à organiser, les absences à gérer et l'orientation via Parcoursup, ce qui nous laisse malheureusement peu de temps pour le reste », regrette la CPE qui préfère rester anonyme. Enfin, reste la question de qui délivrera les trois séances annuelles. Certaines écoles, collèges et lycées bénéficient de l'aide d'associations, comme le Planning familial, qui peut envoyer des intervenants expérimentés. Mais ces animateurs ne sont pas assez nombreux pour couvrir tout le territoire, et certains établissements devront se débrouiller avec leurs enseignants et personnels infirmiers. Si le nouveau programme se veut à la hauteur des enjeux sociétaux que pose la sexualité des jeunes, encore faudra-t-il trouver les ressources pour l'appliquer de manière égale à tous les élèves, afin d'offrir à toutes et tous les mêmes chances de s'épanouir dans une sexualité informée et sans violences. ●

Delphine Giraud : Maison des femmes de l'AP-HP - Pitié-Salpêtrière ; Centre d'accueil en santé sexuelle et de lutte contre les violences (AP-HP)